



ECONOMIE ET LUTTE DE CLASSES

Trop d'économie et pas assez de politique dans les débats actuels a déclaré Pierre Mauroy le 3 juillet au Grand jury RTL-Le Monde. Comme si les problèmes touchant à la crise, au chômage, à l'inflation et au pouvoir d'achat relevaient des seuls mécanismes économiques et non des rapports entre les classes sociales antagonistes que sont bourgeoisie et prolétariat. Comme si le choix d'une politique d'austérité pour les travailleurs depuis juin 1982 et accentué en mars dernier, ce que reconnaît François Mitterrand lui-même, était la conséquence de seuls mécanismes économiques et non de choix politiques et en particulier de l'acceptation délibérée des lois et règles du système capitaliste et impérialiste.

Les récentes décisions «économiques» du gouvernement relèvent toutes de choix politiques : nouvelle amputation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'augmentation de la cotisation-chômage ; relèvement de 4% des allocations familiales au 1^{er} juillet alors qu'à fin mai les prix avaient déjà augmenté de 4,6% depuis janvier ; augmentation du SMIC de 1,1% seulement alors que l'indice INSEE continue à sous-estimer l'augmentation des prix pour les familles populaires ; nouveau plan de lutte contre le chômage qui comporte essentiellement des aides aux entreprises et une incitation au développement du travail à temps partiel, autant de mesures incapables d'empêcher la progression du chômage qui est la conséquence logique de la politique d'austérité et de la récession qui l'accompagne.

« Nous sortirons de la crise en 1984, mais en 1984 seulement » aurait déclaré François Mitterrand au journaliste Philippe Bauchard à l'issue de son interview du 28 juin. Et Pierre Mauroy a promis qu'« en 1985, ayant assaini l'économie et la reprise aidant, nous connaissons une période caractérisée par la croissance et la moisson des réformes ». Les travailleurs, dans l'attente de ces lendemains qui chantent, n'auraient qu'à accepter les conséquences de la politique d'austérité, la réduction de leur niveau de vie, les 2 400 000 chômeurs que les experts prévoient pour fin 1984, la remise en cause de leur protection sociale. Mais qui profiterait de tels «sacrifices», sinon ceux qui accumulent profits et richesses, qui placent leurs capitaux et spéculent en fonction de la rentabilité financière, qui n'investissent pas et licencient : la bourgeoisie, le système capitaliste et impérialiste ?

« Nous sommes encore dans la lutte des classes pour quinze ou vingt ans » aurait affirmé François Mitterrand. Si la durée est imprévisible, la réalité actuelle et quotidienne relève du constat. Ce ne sont ni les déclarations ni les intentions qui déterminent la position dans la lutte des classes, mais la politique menée concrètement, les intérêts défendus et attaqués. La politique gouvernementale, qui attaque dans un nombre de domaines de plus en plus importants les intérêts ouvriers et populaires, n'est décidément pas la bonne.

Pierre BAUBY

RIPOSTER A L'ODIEUX ASSASSINAT DE TOUFIK OUANNES

Un jeune garçon de 10 ans, Toufik Ouannes, vient de mourir, samedi 9, à la Cité des 4 000 de la Courneuve sous les coups d'un système odieux dans lequel les travailleurs immigrés de notre pays vivent en perpétuelle insécurité, en butte au racisme et à la violence quotidienne. Seize autres jeunes maghrébins ont été ainsi assassinés ces deux dernières années.

Depuis samedi, la colère est grande aux 4 000 et dans les autres cités ouvrières de la banlieue parisienne et les habitants maghrébins, antillais, jeunes et moins jeunes accusent la dégradation insupportable d'une cité prévue pour 10 000 habitants et qui en contient 15 000, l'impunité policière dont ont bénéficié d'autres « tireurs » dans le passé, la mollesse de l'enquête actuelle, etc. Une manifestation de 300 personnes s'est terminée devant le commissariat dimanche soir. D'autres auront lieu à la Courneuve et ailleurs, car ce fait odieux n'est nullement isolé - le même soir, un Antillais de 32 ans a été assassiné par un automobiliste à St Ouen.

De tels actes sont la conséquence de la violente campagne xénophobe et raciste menée depuis plusieurs mois par la droite. Le maire de Paris, Chirac, porte une responsabilité supplémentaire, ayant posé des conditions exorbitantes au rachat des 4 000 par la commune de La Courneuve à fin de réhabilitation. Une riposte nationale s'impose, dans l'unité des travailleurs français et immigrés, de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Notre parti est et sera partie prenante de toutes les initiatives allant dans ce sens.

VÉNISSIEUX (Lyon) : MOBILISATION CONTRE LES VIOLENCES RACISTES

La CIMADE lance une campagne nationale contre les activités racistes à l'égard des immigrés intitulée « Droit de réponse - Devoir de paix », qui vise à donner la parole aux intéressés eux-mêmes et à rechercher des solutions véritables aux difficultés que rencontrent les communautés étrangères (maghrébine notamment) dans notre pays. Christian Delorme, lors d'une récente conférence de presse, a longuement évoqué les récents événements de l'est lyonnais. S'appuyant sur des exemples concrets, il a relevé des comportements contradictoires de la part des autorités civiles et judiciaires à propos de l'agression policière contre Doumi Djaldja. Enfin, deux jeunes des Minguettes ont exprimé, avec chaleur, leur désir de voir s'amorcer la désescalade de la violence à Venissieux, ce qui exige une autre façon d'agir, notamment de la part des forces de l'ordre.

CNUCED :

DES RESULTATS DECEVANTS

La sixième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement s'est achevée le 3 juillet à Belgrade sur de biens maigres résultats. Les 125 pays du Tiers Monde, réunis au sein du «groupe des 77» ont fait part de leur profonde déception. Dans la plupart des domaines, en effet, le groupe des pays impérialistes occidentaux s'est opposé aux revendications des pays du Tiers Monde qui visaient à arrêter la dégradation de leur situation économique et financière, conséquence de la crise économique mondiale.

Les Etats-Unis, en particulier, ont refusé la déclaration finale, la jugeant «trop négative, trop partielle et dans certains cas trop idéologique», alors qu'elle se limitait à souligner la nécessité du développement du Tiers Monde pour sortir de la crise. Ils ont également voté contre les résolutions concernant l'assistance aux Palestiniens des territoires occupés par Israël et l'étude de la situation du peuple sud-africain.

Dans chacun des domaines abordés,

les textes adoptés par la CNUCED se limitent à des recommandations : pour l'entrée en vigueur du fonds commun des produits de base au 1er janvier 1984, ce qui dépend de la ratification par les USA et les pays de l'Est, qui jusqu'à présent refusent ; pour l'élimination des mesures protectionnistes prises par les pays industrialisés de l'Ouest comme de l'Est à l'encontre des produits industriels des pays en développement ; pour que l'aide publique au développement atteigne rapidement 0,7% du PNB et l'allègement de la dette des «pays les moins avancés», ce qui reste à la discrétion des créanciers ; pour les transferts de technologie.

Mais la 6^e CNUCED a également révélé le développement de la coopération Sud-Sud, entre pays du Tiers Monde, comme moyen d'accroître leurs potentiels économiques, de réduire leurs dépendances à l'égard des pays impérialistes, et d'améliorer leur rapport de forces dans le dialogue Nord-Sud, pour le nouvel ordre économique international.

BLOC-NOTES

● Mercredi 13 juillet, Pierre Bauby, Camille Granot et Alain Sentier, membres du Secrétariat politique du PCML rencontrent Roger Fajardie, secrétaire national du Parti socialiste et Pierre Brana, secrétaire national-adjoint du PS.

● Mardi 12 juillet, Pierre Bauby, Camille Granot et Alain Sentier ont rencontré des responsables de l'Union démocratique bretonne (UDB) pour un premier échange de vues.

● Pour le Secrétariat politique du PCML Pierre Bauby a envoyé une lettre au Président de la République démocratique de Madagascar réclamant «la libération immédiate et sans conditions» de M. Monja Jaona, président national du parti MONIMA, qui a consacré cinquante ans de sa vie à la cause nationale anti-impérialiste du peuple malgache.

● Pour le Secrétariat politique du PCML Pierre Bauby et Jacques Jurquet ont adressé un message au FLN à l'occasion du 21^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et un message à la Ligue des communistes pour l'élection de son président, Dragoslav Markovitch.

Sidérurgie : DES PROJETS INACCEPTABLES

La commission du Marché commun vient de demander de nouvelles réductions des capacités de production dans l'industrie sidérurgique d'ici 1985, date à laquelle les aides publiques seront interdites. Alors que de 1974 à cette année le nombre d'emplois a diminué de 300 000 en Europe, soit 38% (dont 65 400 en France, 41,4% des effectifs de 1974), le plan européen prévoit 150 000 nouvelles suppressions d'emplois. Tout cela au nom de la rentabilité financière, de la compétitivité, sans prendre en compte les besoins et encore moins l'emploi. Pour la France, la commission de Bruxelles recommande une diminution de 20% des capacités de production, supérieure à la moyenne de l'Europe et aux projets qu'avait présentés le gouvernement.

Les PDG d'Usinor et Sacilor, les deux groupes nationalisés français, se sont empressés de préparer une révision des plans qu'ils avaient établis et de prévoir des fermetures supplémentaires d'usines, en particulier en Lorraine et dans le Nord. De tels plans, aussi bien ceux de Bruxelles que ceux d'Usinor et de Sacilor, qui relèvent de la même logique du profit maximum, sont inacceptables.

Elections Sécurité sociale : VÉRIFIER LES LISTES ÉLECTORALES

Le 19 octobre auront lieu les élections des Conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, pour la première fois depuis 1962. Tous les affiliés à la Sécurité sociale de plus de 16 ans sont électeurs, Français comme immigrés. De nombreuses erreurs ayant été constatées dans l'établissement des listes électorales, le gouvernement a reporté, sur demande des organisations syndicales, au 19 juillet, le délai pour vérifier son inscription à la mairie de son lieu de résidence. Il faut exiger du patronat le temps nécessaire à cette vérification pour chaque travailleur.

Dans le numéro de juillet-août de *Travailleurs*, un dossier de 4 pages *Santé Sécurité sociale* : un système de santé inégalitaire, quelle réforme, les enjeux des élections du 19 octobre 1983.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et *Travailleurs* mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

Corée : PRÉPARATIFS DE GUERRE AMÉRICAINS

A l'occasion de la journée de lutte du 23 juin contre l'impérialisme US, le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a publié une déclaration dénonçant l'accumulation des préparatifs d'invasion par les troupes américaines et les dirigeants fantoches sud-coréens : manœuvres «Team Spirit» et «Myeulgong», mise en place de la 7^e flotte US, concentration de sous-marins nucléaires, installation de bombes à neutrons, préparatifs d'installation de Pershing et de Cruise. Pour compléter ces dispositifs, les USA ont proclamé la péninsule coréenne «lieu d'essai de la confrontation des forces» pour les années 80 et élaboré une «stratégie de guerre nucléaire de trois jours» s'appuyant sur la «première frappe».

L'impérialisme américain incite les dirigeants sud-coréens à étouffer la démocratie et à développer la répression fasciste à l'encontre des étudiants et des démocrates.

Tout en se déclarant prêt à répondre à toute provocation, le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée renouvelle sa proposition de réunification de la Corée en une République confédérale démocratique du Koryo, par la voie d'une conférence entre tous les partis politiques et organisations sociales du Nord et du Sud discutant des problèmes relatifs au retrait des troupes américaines du Sud et du projet de réunification.